

AR PREFECTURE

005-210500237-20151104-DEL201511041798-DE  
Regu le 06/11/2015

## VILLE DE BRIANÇON



**N° DEL 2015.11.04/179**

### CONVOCACTION

Date	29/10/2015
Affichage	29/10/2015

### NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

En Exercice	Présents	Nombre suffrages exprimés
33	31	33

### THÈME : TRAVAUX 1.

**OBJET** : REFECTION ET AMENAGEMENT  
DE L'AVENUE DU LAUTARET -  
CONVENTION DE COORDINATION  
DISSIMULANTE DES CABLES DE  
COMMUNICATION ELECTRONIQUES  
EXISTANTS AERIENS DE ORANGE SA

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le **mercredi 4 novembre 2015** à 17h00 le  
Conseil Municipal légalement convoqué, s'est  
réuni en séance publique dans la salle du 1<sup>er</sup>  
étage de la CCB, sous la présidence de  
**Monsieur Gérard FROMM, Maire.**

**Étaient Présents** : GUERIN Nicole, POYAU  
Aurélie, DAERDEN Francine, GUIGLI  
Catherine, BOVETTO Fanny, DUFOUR  
Maurice, JALADE Jacques, MARTINEZ Gilles,  
MARCELLO Marie, DAVANTURE Bruno,  
PETELET Renée, DJEFFAL Mohamed,  
JIMENEZ Claude, PROREL Alain, KHALIFA  
Daphné, MILLET Thibault, BRUNET Pascale,  
BOREL Jean-Paul, PONSART Marie-Hélène,  
CIUPPA Marcel, ROMAIN Manuel, FABRE  
Mireille, PEYTHIEU Éric, GRYZKA Romain,  
VALDENNAIRE Catherine, MONIER Bruno,  
MUHLACH Catherine, PICAT RE Alessandro,  
BREUIL Marc, DAZIN Florian.

### Étaient Représentés :

AIGUIER Yvon pouvoir à GUERIN Nicole.  
ARMAND Émilie pouvoir à VALDENNAIRE Catherine.

### Absents-Excusés :

AIGUIER Yvon, ARMAND Émilie,

**Secrétaire de Séance** : DHEFFAL Mohamed.



AR PREFECTURE

005-210500237-20151104-DEL201511041798-DE  
Regu le 06/11/2015

Rapporteur : Marcel CIUPPA.

La commune de Briançon, en vertu de sa compétence relative à la création, l'entretien et la gestion de la voirie, va entreprendre l'aménagement de la voirie et de l'éclairage public Avenue du Lautaret. La première tranche de travaux concernera la section comprise entre le chemin Fanton et le centre de radiologie.

A des fins environnementales et esthétiques, la ville de Briançon et la Société ORANGE ont décidé d'un commun accord de coordonner leurs efforts en procédant à la mise en technique discrète des équipements de communication électroniques aériens existants.

Ces travaux ont pour objet le remplacement des réseaux et des branchements aériens lors des travaux coordonnés dans l'intérêt du domaine public routier et conforme à sa destination par des câbles souterrains partout où il n'existe pas de contre-indication administrative, technique ou esthétique.

ORANGE SA assurera la réalisation des études et fournira les matériaux. Le coût de ces prestations s'élève à 8 190, 54 €. La commune devra prendre en charge le coût des travaux de génie civil.

Il convient donc de signer une convention avec ORANGE SA afin de définir les conditions dans lesquelles ces travaux seront réalisés.

La convention est annexée ci-après à la délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Monsieur Le Maire ou en cas d'empêchement un Adjoint ou un Conseiller Municipal Délégué, à signer au nom ou pour le compte de la commune, la convention annexée à la présente délibération ainsi que tout acte à caractère administratif ou technique ou financier nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**POUR : 33**  
**CONTRE : 0**  
**ABSTENTION : 0**

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

PUBLIÉ LE 06 NOV. 2015

Le Maire,  
Gérard FROMM



**ARTICLE 1 – Objet de la présente convention**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités techniques, juridiques et financières pour la mise en œuvre de l'effacement des réseaux aériens existants, propriété de Orange SA situés sur la zone déterminée ci-dessous :

*Lieu des travaux d'enfouissement* : Ave du Lautaret du N°22 au N°61

*Commune de* : Briançon 05100

*Référence* : AS 1507454

Le périmètre géographique est précisé sur le plan, voir annexe n°1.

**ARTICLE 2 – Champ d'application**

La présente convention s'applique aux équipements de communications électroniques sur le domaine public routier de la Collectivité.

Sur les domaines privés, la Collectivité obtient, préalablement au commencement des travaux, l'accord des propriétaires pour l'effacement des câbles de communications électroniques implantés sur leurs terrains. A défaut, Orange SA maintiendra son implantation en aérien.

La Collectivité garantit Orange SA contre toute action des propriétaires privés.

Dans les zones concernées par l'effacement, la Collectivité imposera la réalisation d'adductions souterraines jusqu'aux équipements de communications électroniques existants au droit du terrain pour les constructions nouvelles (article L.332-15 du code de l'urbanisme).

**ARTICLE 3 – Lieu et Nature des travaux****3.1 Lieu des travaux**

Les travaux, objet de la présente convention, concernent les équipements identifiés sur le plan joint en annexe n°1 et qui permet de visualiser précisément la zone concernée des travaux.

**3.2 Nature des travaux à réaliser**

Les travaux concernent :

- L'étude relative aux installations de communications électroniques,
- La réalisation des tranchées et des installations de communications électroniques (génie civil),
- L'étude câblage et la réalisation du câblage.

**ARTICLE 4 – Réalisation de l'étude**

Afin que Orange SA puisse apporter une assistance technique à la Collectivité, cette dernière fournit à Orange SA les documents suivants :

- la fiche de présentation de l'opération,
- le plan de situation,
- le plan de masse,

Et tous documents utiles à la définition des besoins.

**4.1 - Étude conjointe**

En tant que de besoin, des études conjointes avec d'autres concessionnaires de réseau (Électricité Réseau De France ou avec le SyME05) pourront être réalisées afin de réduire l'impact du chantier sur l'environnement, en améliorant l'organisation des travaux et en réduisant les nuisances imposées aux riverains et aux utilisateurs de la voie (cas des tranchées communes en particulier)

**4.2 - Projet des installations et du câblage**

Orange SA fournit :

- le plan des installations de communications électroniques en remplacement des appuis aériens initiaux définissant :
- le dimensionnement des canalisations et leur position,
- l'implantation et le type des chambres.
- Le schéma de modification des équipements de communications électroniques nécessaires au bon fonctionnement des infrastructures concernées par le périmètre des travaux d'effacement.

- Tous les documents administratifs (ex : arrêtés de circulation pour les travaux de câblage, ...etc.) afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires au bon déroulement de l'opération.

## **ARTICLE 5 – Exécution des travaux**

### **5.1 – Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'œuvre**

Orange SA délègue à la Collectivité la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des installations de génie civil de communications électroniques. Orange SA désigne la collectivité pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces installations de communications électroniques .

La collectivité, en exécution de la mission confiée par l'occupant, assure la pose en souterrain des installations de communications électroniques en domaine public routier (missions décrites ci-dessous).

Les travaux devront être réalisés par une entreprise certifiée ou agréée par Orange SA ; à défaut l'entreprise chargée des travaux devra posséder les connaissances nécessaires à la construction des installations de communications électroniques. La pose est réalisée conformément aux spécifications techniques de Orange SA, contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP1593 (cahier des clauses techniques particulières) édition en vigueur.

Les matériels utilisés doivent être conformes aux spécifications visées au CCTP1593.

Un procès verbal de réception des installations sera établi par Orange SA à l'issue des travaux. Orange SA assure directement la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de tous les travaux de câblage (tirage et raccordement en souterrain des câbles, et dépose du réseau aérien correspondant).

### **5.2 - Maîtrise d'ouvrage de la tranchée**

La Collectivité assure la maîtrise d'ouvrage de la tranchée, elle réalise ou fait réaliser la tranchée, ou la partie nécessaire de tranchée aux installations de communications électroniques.

### **5.3 - Réalisation des installations (domaine public routier)**

La date de début des travaux est communiquée à Orange SA au moins dix jours à l'avance.

La Collectivité s'assure du bon déroulement des travaux conformément au projet et aux règles de l'art. Orange SA peut participer aux réunions de coordination des travaux ainsi qu'aux réunions de chantier.

### **5.4 - Adduction et génie civil dans les propriétés privées**

La Collectivité peut inciter ses administrés à réaliser à leurs frais le génie civil dans leurs propriétés privées, ou, prendre en charge ces travaux après délibération municipale.

A défaut, Orange SA maintiendra les clients concernés en aérien.

### **5.5- Modalités pratiques**

La Collectivité s'engage en tant que Maître d'Ouvrage délégué à assurer la totalité des prestations relatives à la réalisation des installations de communications électroniques

Orange SA est associée au projet tant dans la phase de conception que dans celle de la réception des travaux.

Orange SA peut effectuer – si elle le juge utile - des visites de chantiers et faire part à la Collectivité de ses observations éventuelles notamment pour tout ce qui pourrait avoir des incidences sur la sécurité des biens et des personnes ainsi que sur la bonne exploitation des équipements de communications électroniques.

## **ARTICLE 6 – Prestations réalisées par Orange SA**

Orange SA opérateur de réseau ouvert au public :

- a- établit l'Avant-projet des installations de communications électroniques (études), tel que défini à l'article 4.2
- b- valide le projet
- c- communique à la Collectivité les études des installations de communication électroniques, apporte à la Collectivité, à sa demande, une assistance technique,
- d- établit le procès verbal de réception des travaux
- e- réalise dans la zone à aménager les opérations de câblage de communications électroniques en tenant compte des différentes phases de travaux ou intervenants si nécessaire, et s'assure de la dépose des poteaux de Orange SA et des câbles aériens devenus inutilisés.

- f- fournit le matériel nécessaire aux installations de communications électroniques (fourreaux, chambres, cadres et tampons) à l'exception du petit matériel

#### **ARTICLE 7 – Prestations réalisées par la Collectivité**

La Collectivité :

- notifie toute modification du projet à Orange SA, tel que défini à l'article 5.1,
- communique à Orange SA le planning des travaux,
- fait réaliser le projet global de réalisation de génie civil intégrant les installations de communications électroniques
- négocie si nécessaire avec les propriétaires les autorisations de passage amiable des fourreaux et des câbles de communications électroniques à l'intérieur des propriétés privées, ainsi que sur les façades des immeubles et habitations,
- s'assure que Orange SA a établi le procès verbal de réception des travaux des installations de communications électroniques
- s'assure, si nécessaire, des levées de réserves

#### **ARTICLE 8 – Modalités financières**

##### **8.1. – Participation**

La Collectivité prend en charge :

- Les prestations prévues à l'article 6 alinéa (a et e) suivant le devis N°J4GYLUP1565072 - 656891 du 08/10/2015 joint en annexe 2 et valable 3 mois à compter de la date d'édition,

##### **8.2. – Règlement des factures**

Après achèvement des travaux de modification du câblage de communications électroniques, Orange SA adresse à la Collectivité un mémoire de dépenses du montant correspondant aux travaux à la charge de la Collectivité réalisés par Orange SA .

##### **8.3. – Modalités de paiement et délais**

La Collectivité procède au règlement des sommes dues au titre du mémoire soldé dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception des mémoires de dépenses correspondants.

Les titres de paiement sont rédigés à l'ordre de Orange SA et les versements sont réalisés sur le compte de Orange SA précisé sur les mémoires de dépenses.

La participation versée par la Collectivité à Orange SA s'analyse en une indemnisation, et, à ce titre n'entre pas dans le champ d'application de la TVA.

#### **ARTICLE 9 – Contrôle et réception des travaux**

##### **9.1 - Contrôle**

Orange SA participe en tant que de besoin aux réunions de chantier selon son appréciation ou sur demande expresse de la Collectivité.

Orange SA dispose d'un droit d'accès permanent au chantier pour s'assurer de la réalisation des installations de communications électroniques suivant les règles de l'art.

Dans tous les cas, Orange SA sera destinataire des comptes-rendus de réunion de chantier.

##### **9.2 - Installations réalisées (domaine public routier)**

Après achèvement des travaux relatifs aux installations de communications électroniques (génie civil), la Collectivité ou l'entreprise chargée des travaux en informe par écrit Orange SA afin de procéder aux opérations de réception.

Cette demande de vérification est accompagnée de tous les documents ainsi que de toutes les prestations nécessaires à la vérification technique et, notamment :

- Établissement des plans de récolements relatifs aux installations de communications électroniques (génie civil) coté, à l'échelle.
- Les fiches d'essais des alvéoles,
- Pré-aiguillage des fourreaux.

Cette demande est effectuée au moins deux semaines avant la date souhaitée pour la réunion de réception.

La réception est effectuée de manière contradictoire entre Orange SA et la Collectivité, ou le cas échéant avec l'entreprise mandatée chargée des travaux.

Un constat contradictoire est alors établi ; les conclusions de la réception sont consignées dans un procès verbal signé par les deux parties en deux exemplaires.

Au vu du constat contradictoire, Orange SA :

- prononce la réception sans réserves,
- Ou - prononce la réception avec réserves en fixant un délai de reprise des malfaçons,
- Ou - soit refuse la réception des installations en fixant un délai de reprise des malfaçons.

Dans les 2 derniers cas, passé le nouveau délai, un nouveau constat contradictoire est établi suivant la procédure ci-dessus.

La réception sans réserves des installations de communications électroniques est un préalable à la réalisation des travaux de câblage par Orange SA ou par son entreprise.

### **9.3 - Adduction en propriété privée**

Le contrôle tel que défini à l'article 9.1 est applicable.

Si après établissement d'une deuxième réception, il apparaît qu'il n'a pas été tenu compte des observations formulées lors de la première réception, Orange SA procède au raccordement en aérien de ses clients, conformément à ses obligations de fourniture du service universel.

## **ARTICLE 10 – Propriété des équipements**

### **10.1 Domaine public Routier :**

A compter de la date de réception sans réserves mentionnée sur le procès verbal de réception des installations de communications électroniques, ces dernières sont la propriété de Orange SA qui en assure l'entretien et la gestion.

Orange SA acquittera le paiement de la redevance liée à l'occupation du domaine public routier.

Si la Collectivité souhaite ajouter des conduites pour ses besoins propres (exemple : vidéo surveillance) ces travaux seront à la charge de la Collectivité, ces conduites seront la propriété de la collectivité

### **10.2 Propriété Privée :**

Le génie civil créé, appartient aux propriétaires qui en assurent l'entretien

### **10.3 Câblage :**

Les câbles appartiennent à Orange SA, qui en assure l'entretien selon les clauses du contrat d'abonnement téléphonique.

## **ARTICLE 11 – Responsabilité - Assurance**

### **11.1 Responsabilité**

Les parties à la présente convention font leur affaire pécuniaire des accidents corporels et/ou des accidents matériels qui pourraient être causés du fait ou à l'occasion des prestations ou des travaux dont elles auraient respectivement la responsabilité, que ceux-ci soient effectués par leur personnel ou par les entreprises travaillant pour leur compte, dans le cadre des travaux réalisés en coordination.

Les parties demeurent responsables du respect des règles de l'art et des mesures de sécurité applicables à leurs travaux respectifs réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et leur maîtrise d'œuvre.

Le respect de la législation en matière de sécurité à l'intérieur du chantier reste du ressort de chaque maître d'ouvrage.

### **11.2 Assurances**

Les parties déclarent être titulaires de polices d'assurances leur permettant de couvrir leurs responsabilités susceptibles d'être mises en cause dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 12 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Sa durée correspond à la durée des travaux .

ARTICLE 14 – Modifications de la convention,

La convention ayant pour objet le passage en souterrain d'un réseau aérien toutes demandes de modifications du projet initial ou de travaux supplémentaires, formulées par la Collectivité, feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 15 – Résiliation

Toute demande de résiliation motivée de la présente convention par l'une des deux parties, doit être adressée, par lettre recommandée avant engagement des travaux.

Le non-respect de la présente convention et de ses annexes, un mois après une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, entraîne la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 16 – Litiges et Juridiction

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ; à défaut de règlement amiable, toute contestation sera soumise par la partie la plus diligente devant la juridiction compétente.

ARTICLE 17 – Pièces constitutives de la présente convention

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- La présente convention,
- Annexe n°1 : Plan de situation délimitant le périmètre des travaux,
- Annexe n°2 : Devis des travaux.

Fait en deux exemplaires originaux

A Marseille, le 8 octobre 2015

A Briançon, le .....

d'une part

Pour Orange SA,

Le Directeur de  
L'Unité de Pilotage Réseaux Sud Est  
Gilbert GAUTHIER  
*p/o Christophe Calvani*

et d'autre part

Pour la Mairie de Briançon,

Monsieur le Maire  
Gérard FROMM



## AR PREFECTURE

005-210500237-20151104-DEL201511041736-DE  
Reçu le 06/11/2015

DEVIS n° J4GYLUP1565072 656891D1

établi pour la réalisation de prestations (\*)  
(\*) sous réserve d'obtention des autorisations légales d'implantation.

SA au capital de 10595541532 € - 380 129 866 RCS PARIS

Etabli le : 08/10/2015

Par : GERARD Luc

Durée de validité du devis : 2 mois

Fin de validité du devis au : 08/12/2015

Référence : O/UPR SE - Zone RD/GL/TACT  
/2015/656891/J4GYLUP1565072/IAS : 1507454Nature des travaux : Dissimulation de réseau pour  
Collectivité Locale

Description des travaux : Dissimulation avec maitrie

Lieu des travaux :

Du N°22 au 61  
AVENUE DU LAUTARET  
05100 BRIANCON

## REFERENCES CLIENT

## Coordonnées :

Mairie  
1 RUE ASPIRANT JAN05100 BRIANCON  
FRANCE

## Adresse de facturation (\*) :

(\*) A ne remplir que si l'adresse de facturation du client est différente de son adresse postale.

PRESTATIONS	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant HT (€)
<b>Travaux</b>				
Passage aérien en souterrain	Un	15.0	200.00	3000.00
Dépose des infrastructures aériennes	Un	1.0	1500.00	1500.00
Frais maître d'ouvrage	Un	6.0	89.12	534.72
Frais maître d'œuvre	Un	27.0	65.39	1765.53
Déplacements	Un	4.0	45.56	182.24
Frais annexes	Un	1.0	1208.05	1208.05
<b>S/TOTAL :</b>				<b>8190.54</b>

Arrêté le présent devis à la somme de : huit mille cent quatre vingt dix Euros et cinquante quatre Cents	Montant total Hors Taxes	8190.54 €
	Montant TVA à 0.0 %	.00 €
	<b>MONTANT TOTAL TTC</b>	<b>8190.54 €</b>

Fait en deux exemplaires originaux,

A MARSEILLE 9EME, le 08/10/2015

Pour Orange  
Christophe CALVANI  
responsable collectivité locales

A ..... le .....

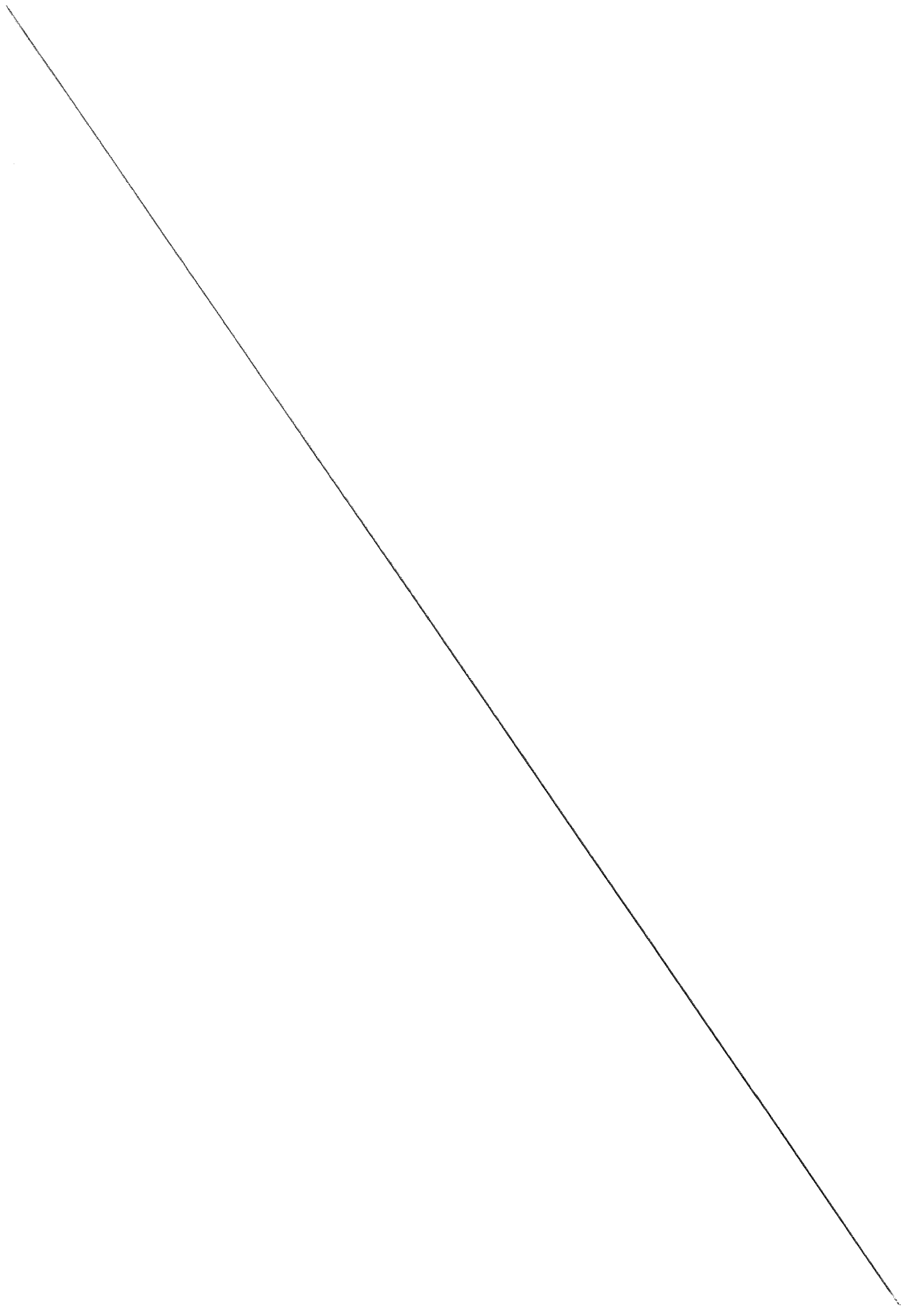
Devis accepté par : .....

Fonction : .....

Signature (précédée de la mention " Bon pour exécution des prestations ")

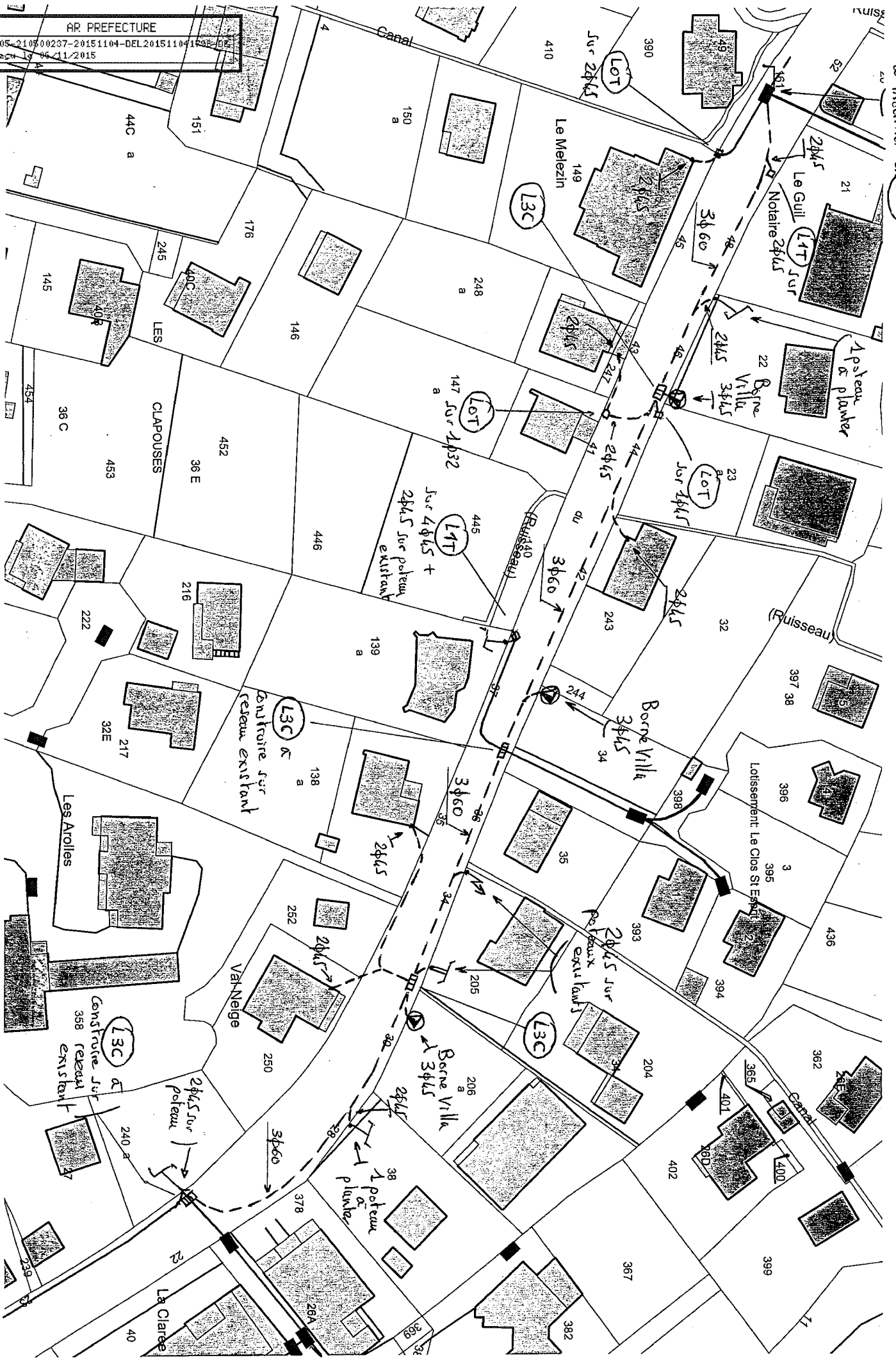
SIRET : .....

N° de SIRET à fournir obligatoirement  
pour les entreprises et les collectivités



AR PREFECTURE  
005-2105-00237-20151104-DEL20151104-1632/02  
Reçu le 06/11/2015

Chambre D12  
à modifier en L3C



1 poste de planter

Sur 4ph45 +  
2ph45 sur poteau  
existant

Construire sur  
reseau existant

Construire sur  
reseau  
existant

1 poste  
de  
planter

2ph45 sur  
poteaux  
existants

Le Guill  
Notaire 2ph45

Borne  
Villa  
3ph45

Borne  
Villa  
3ph45

Lotissement Le Clos St Esprit

Val-Neige

Les Avoules

Le Meuzin

Borne  
Villa  
3ph45

La Clairie

Ruisseau

Ruisseau

Canal

Canal

